

Évaluation de l'état de la biodiversité et des services écosystémiques par l'IPBES

18 juin 2019

La plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) a publié, le 6 mai 2019, un [rapport](#) d'évaluation de leur état au niveau mondial. Elle y met en avant le rôle irremplaçable de la nature pour l'existence humaine et la qualité de vie.

Ces contributions naturelles sont variées et peuvent présenter des antagonismes ou des synergies. En prioriser certaines, comme par exemple la production agricole, peut entraîner des changements écologiques et en menacer d'autres. Depuis les années 1970, sur les 18 catégories de contributions analysées, 4 ont augmenté (production agricole, pêche, bioénergies et récolte de matières premières), tandis que les 14 autres ont décliné (tableau ci-dessous). Les contributions non matérielles (ex. : expérience physique et psychologique de la nature) et les services de régulation (de la qualité de l'air et de l'eau par exemple) ont été particulièrement touchés.

Évolution des contributions de la nature à l'homme



Source : IPBES

Selon les auteurs, l'abondance des espèces endémiques a chuté de 20 %, dans les principaux écosystèmes depuis 1870, mais l'action humaine menace encore plus la biodiversité aujourd'hui. Ils estiment ainsi que 25 % des espèces évaluées sont menacées, environ 1 million étant en danger d'extinction. La diversité des variétés cultivées et des races élevées chute également, ce qui menace la sécurité alimentaire en diminuant la résilience des systèmes agricoles aux maladies et pathogènes, ainsi qu'au changement climatique. Ces modifications induites par l'homme créent les conditions d'une évolution biologique très rapide. Les déterminants de ce changement global, renforcés par des incitations favorisant l'expansion économique aux dépens de la conservation, incluent les modifications d'usage des terres et des mers, l'exploitation directe d'organismes vivants, le changement climatique, la pollution et les espèces envahissantes.

Les auteurs constatent également que les objectifs de conservation définis au niveau international (cible d'Aichi, Agenda 2030) ne pourront être atteints si les trajectoires actuelles de dégradation se poursuivent. Des changements profonds sont nécessaires des points de vue économique, social, politique et technologique. Par ailleurs, ils soulignent le besoin d'une transition écologique des systèmes alimentaires, *via* la promotion de pratiques durables adaptées aux contextes locaux (ex. : agro-écologie).

Estelle Midler, Centre d'études et de prospective

Source : [IPBES](#)